

Syrie : simples questions

...sur l'engagement militaire "occidental" :



A l'origine, Assad a joué le pourrissement pour que la contestation devienne guerre civile et, inexorablement, guerre étrangère avec intrusion de brigades djihadistes sunnites payées par le Qatar, puis d'Al-Qaida, puis du Hezbollah en réplique ; à la cruauté de l'armée officielle a répondu la cruauté des mangeurs de viscères humains. Etc. Tout ceci n'aurait pas eu lieu si Assad n'avait pas fait la politique du pire. A l'heure où les opposants syriens réclamaient juste du changement, Paris et Bruxelles auraient pu aider la Syrie à évoluer – si Paris et Bruxelles avaient une politique réaliste au Levant. Mais leur seule politique était (et reste) aveuglément washingtonienne : on sait ce que ça veut dire après l'Afghanistan, l'Irak et la Libye. [1]

De l'aveuglement à la réaction somnambulique, nous voici au stade habituel de « *l'intervention militaire* ».

Cette intervention laisse sceptiques les experts – y compris aux Etats-Unis. Ils posent de simples questions :

- pourquoi la « *riposte (?) de la communauté internationale* » ne regroupe-t-elle que les gouvernements les plus inféodés à Washington (Paris, Londres, Ottawa, Canberra), ou les gouvernements ennemis de l'Iran (Ankara, Ryad, Doha) ?

- A-t-on mesuré les conséquences du procédé consistant à humilier l'ONU en traitant par le mépris le Conseil de sécurité ? Voit-on que, de ce fait, on ne pourra plus passer par l'ONU dans les rapports avec Téhéran ? Se rend-on compte qu'humilier l'ONU était le programme des néoconservateurs de l'équipe Bush ? La continuité Bush-Obama n'est-elle pas frappante sous ce rapport ?

- L'expert géostratégique Jonathan D. Carveley souligne que les prochains tirs de missiles US « *ne changeront probablement pas le rapport de forces sur le terrain* », mais que les interventions « limitées » tournent souvent à l'escalade et à l'enlisement. [2]

- L'expert du renseignement Wayne White redoute « *l'envoi de renforts iraniens en Syrie* » pour répliquer aux frappes américaines : « *que se passerait-il si les Iraniens choisissaient d'envoyer des centaines de milliers de combattants en Syrie pour changer le rapport de forces sur le terrain ? Ce serait une*

forme de réponse asymétrique à laquelle il serait beaucoup plus difficile de répondre... » [3]

- Les diplomates américains se demandent (selon la presse) « *pourquoi les Etats-Unis devraient se mêler de ce conflit qui oppose leurs pires ennemis, le Hezbollah libanais et Al-Qaeda* ».

- A-t-on lu l'avertissement d'un chef du Hezbollah au quotidien koweïtien *Al-Anbaa* : avec ses futures frappes, dit-il, « *la communauté internationale soutient Al-Qaida et l'aidera à prendre le dessus, non seulement contre le régime syrien et ce qu'il représente, mais aussi au Liban. Et cela, l'Iran et le Hezbollah ne le permettront absolument pas, même si cela devait provoquer une guerre régionale qui renverserait la table sur la tête de toutes les parties.* »

- « *A-t-on bien réfléchi (à tout cela] à Washington, Paris et Londres* » ? », demande Wayne White.

On pouvait se le demander hier, en écoutant l'informe amphigouri de notre « chef de guerre ».

[1] Que Bruxelles soit aux ordres de Washington, c'était son logiciel. Que Paris s'y soit mis, en reniant la géopolitique française (de Gaulle-Pompidou-Giscard-Mitterrand-Chirac), ce fut la responsabilité de Nicolas Sarkozy. Les Français de droite feront-ils l'effort de s'en souvenir ?

[2] La situation au Proche-Orient n'est pas comparable à celle de la Bosnie ou du Kosovo : contrairement à Milosevic, Assad est adossé à un grand pays étranger.

[3] à Lorraine Millot, correspondante de *Libération* à Washington,
28/08.